

Un journaliste parle : « la censure est permanente dans les médias mainstream »



[Source : bvoltaire.fr]

La une de Libération, attaquant CNews et le projet de rapprochement avec Europe 1 avec, pour titre, « Le spectre de la bande FN », démontre, si c'était nécessaire, à quel point certains médias et certains journalistes se pensent détenteurs et gardiens de la seule vérité, depuis des années. La réalité est tout autre : plus sectaires qu'eux, tu meurs. Sous couvert d'anonymat, pour éviter les représailles démocratiques, un de nos confrères, qui au cours de ces trente dernières années a travaillé pour les plus grands médias, nous dévoile le dessous des cartes.

« Comment parler du Front national sans inviter un de ses représentants ? »

En 1998, encore jeune journaliste, cette question lancée à la cantonade par le directeur de la rédaction d'une radio périphérique lors de la « conf du matin » m'a tétanisé. Sans aucune précaution oratoire, sans justifier à un seul moment ce choix éditorial d'une gravité, quand on y songe, extrême, un « faiseur d'opinion » décidait qui avait le droit ou non de passer sur son antenne. À l'époque, déjà, c'était les régionales. Personne n'a moufté, chacun y allant de sa solution : faire parler les associations antiracistes, inviter un politologue ou un démissionnaire critique du parti de Jean-Marie Le Pen. Finalement, après quelques minutes d'échanges surréalistes, seul le chef du service politique osera dire que « tant que ce parti est autorisé, nous sommes en démocratie, il faut recevoir ses candidats ». L'intervieweur attitré refusant l'exercice, comme tous les *anchormen* et présentateurs, il s'y collera à sa place

Phillippe Ballard, ancien journaliste vedette de *LCI* et, aujourd'hui, tête de liste du RN à Paris, me racontait récemment avoir vécu exactement la même chose à plusieurs reprises, au cours de sa carrière. Et avoir été le seul à accepter, lui aussi, de réaliser l'interview de Jean-Marie Le Pen sur une autre radio nationale, dont les journalistes étaient eux aussi adeptes du boycott démocratique. En réalité, cet épisode a été rejoué 100 fois dans la plupart, ou plutôt, dans toutes les rédactions, au cours des vingt à trente dernières années.

Un mot de travers dit ou écrit par un journaliste de droite, et c'est la porte

À *France Inter*, le grand chroniqueur judiciaire François Foucart, chevalier de la Légion d'honneur, du Mérite, et croix du Combattant, se faisait bâcher des jours durant par ses confrères avant et après un passage à l'antenne de Le Pen. Un autre journaliste, soupçonné de sympathies pour « l'extrême droite » par le chef du service politique de son média, qui recevait sans états d'âme au bureau la prose du PS dont il était adhérent, passait dans son dos en lui glissant à l'oreille « *Nous, les fachos, on leur coupe les couilles* ».

Plus sournoisement, que ce soit en « conf de rédac », que ce soit dans les brèves, papiers, flashes radio, le choix du mot juste, entendez du mot politiquement correct, est un impondérable depuis que je fais ce métier. Une fois, en 48 heures, j'ai vu comment toute une rédaction pouvait se mobiliser pour faire virer un pigiste qui avait parlé de « *manifestants pro-vie* » pour désigner des manifestants anti-avortement ! La doxa, c'est de dire au minimum « *les opposants à la loi Veil* », « *des militants d'extrême droite* », des « *adversaires du droit des femmes à disposer de leur corps* ». Mais pas des « *manifestants pro-vie* ».

90 % d'apprentis journalistes se disent à gauche, dans les écoles

Bien évidemment, dans les rédactions « mainstream », cette autocensure est permanente. Et si un pigiste a le malheur de mettre un pied de côté, soyez certains que la Société des rédacteurs et les syndicats ne se battront pas pour lui sauver sa place mais pour exiger son départ !

Le plus fou, c'est la présidentielle, à chaque fois. À ce moment-là, il faut redoubler de vigilance pour ne pas se faire « cramer ». Et quand on organise un simulacre d'élections à la cafèt', le résultat est connu d'avance. Quelques rares voix se portent sur le candidat de la droite parlementaire, mais l'essentiel vote à gauche, à l'extrême gauche ou écolo. Une fois, un bulletin Front national a été glissé dans l'urne. Tout le monde a traqué celui qui était derrière ce vote. Démasqué, il a été sauvé par le fait qu'il était de notoriété publique homosexuel et que son lynchage pour des raisons politiques aurait pu être transformé en lynchage homophobe. Pour se justifier, il a expliqué que c'était ce que votait sa famille. Dans les écoles de journalisme, qui organisent aussi des élections pour s'amuser, les scores sont sans appel. 90 % pour les candidats de gauche.

Alors, aujourd'hui, que les « gardiens du temple » agonissent d'injures sans plus aucune retenue leurs confrères dévoile leur vraie nature. Et au final, la sanction, c'est l'audience. *Libé* n'a plus de lecteurs depuis longtemps, ses journalistes sont payés à la fin du mois par le grand capital qu'ils feignent de détester, mais qui remplit leur frigo. Le *BFM TV* de Fogiel dévisse. Souhaitons longue vie à *Europe 1*, qui va manifestement revenir bientôt à ses origines : une radio impertinente, libre et populaire !

[Voir aussi :

- ▶ Les relations troubles entre les journalistes et la CIA
- ▶ La Presse-Système
- ▶ Paris. Étudiante en école de journalisme, une jeune Kabyle subit la censure et la pression de sa direction et des autres élèves
- ▶ Journalisme et vérité font-ils bon ménage dans les grands médias ?]